



# BILAN À 2 ANS

2017 • 2019

Pendant les deux premières années du quinquennat, le Gouvernement a agi de manière ambitieuse, courageuse et concrète pour réformer le pays suivant :

- | **Trois priorités** : la relance des moteurs de l'économie, la réduction des inégalités et l'accélération de la transition écologique
- | **Un état d'esprit** : un engagement dans les valeurs de la République

Au début du quinquennat, la France souffrait d'un chômage de masse depuis 20 ans (presque six millions de chômeurs en 2017), d'un déficit public à 3,5 %, d'inégalités économiques et sociales toujours plus fortes et d'un ascenseur social à l'arrêt

Pendant ces deux ans, sur le plan national, le Gouvernement a donc agi en priorité pour :

## RELANCER LES MOTEURS ÉCONOMIQUES DE LA FRANCE

**En favorisant l'investissement, grâce à des mesures courageuses** : baisse de l'impôt sur les sociétés (de 33,3 % aujourd'hui à 25% d'ici 2022), et réforme de la fiscalité du capital, avec la transformation de l'ISF en IFI et l'introduction d'un PFU (prélèvement forfaitaire unique) de 30 % sur tous les revenus du capital, pour orienter l'épargne vers le financement des entreprises

### En levant les blocages existants :

Sur le marché du travail avec les ordonnances travail, dont les premiers résultats sont bons :

- | Une réduction inédite du chômage : moins 200 000 chômeurs en 2 ans (entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2017 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2019), et plus bas niveau de chômage depuis 10 ans. Il va par ailleurs continuer de baisser
- | Une hausse inédite d'embauches en CDI : 4 053 536 embauches en CDI en 2018, un nombre record
- | Sur le front de l'emploi, la situation s'améliore. Cette dynamique doit continuer. La lutte contre le chômage

reste au cœur de l'action du Gouvernement, notamment avec la réforme de l'assurance chômage cet été, et l'investissement massif en faveur de la formation (avec la réforme de l'apprentissage, le plan d'investissement dans les compétences de 15 milliards d'euros sur 5 ans, pour un million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et un million de jeunes éloignés du marché du travail)

**Pour les entreprises et leur croissance avec le vote définitif de la loi PACTE** pour simplifier la vie des entreprises, de leur création jusqu'à leur transmission en passant par leur financement et en transformant le CICE en baisse de charges pérennes

**Pour le service public**, grâce à une réforme inédite du secteur ferroviaire pour préparer l'ouverture à la concurrence, et grâce à la réforme de la fonction publique à venir, qui opère une profonde modernisation de la fonction publique, et va permettre de garantir un service public adapté aussi bien aux attentes des citoyens que des agents.

**En redonnant à la France sa crédibilité sur la scène internationale grâce au respect de ses engagements européens** : baisse de la charge de la dette, des dépenses publiques et du déficit public sous les 3% en 2017, 2018 et 2019 (hors transformation du CICE en baisse de charges)

## COMBATTRE LES INÉGALITÉS DE DESTIN, LUTTER CONTRE LE SENTIMENT D'INJUSTICE

*En remettant en marche l'ascenseur social grâce à l'éducation, pour lutter contre les inégalités à la racine :*

### A travers l'école de la confiance :

Dédoublage des classes de CP et CE1 dans les REP et REP+ : 190 000 élèves concernés dès septembre 2018, 300 000 en septembre 2019

Limitation à 24 du nombre d'élèves dans toutes les classes de grande section, de CP et CE1, avant la fin du quinquennat

Ecole inclusive : 40 000 enfants en situation de handicap supplémentaires scolarisés en 2 ans

Abaissement de l'instruction obligatoire à 3 ans dès septembre 2019 et formation obligatoire jusqu'à 18 ans

### En permettant aux élèves, apprentis et étudiants de suivre la formation qui leur correspond le mieux, afin que chacun puisse réussir grâce à l'école républicaine :

Un nouveau lycée général et technologique et un nouveau baccalauréat en 2021, afin de donner plus de liberté, plus de choix et plus d'accompagnement aux élèves

La réforme de l'apprentissage, afin d'améliorer les rémunérations des jeunes, favoriser l'obtention du permis de conduire et autoriser l'accès à l'apprentissage jusqu'à 30 ans

Le plan Etudiants afin d'organiser l'accès à l'enseignement supérieur en redonnant sa juste place à l'orientation et à l'accompagnement

### En luttant contre les inégalités sur le marché du travail :

En renforçant le pouvoir d'achat des travailleurs, par la défiscalisation et la désocialisation des heures supplémentaires et en allégeant les cotisations sur les salaires afin que le travail paie plus. La prime d'activité et la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat s'inscrivent également dans cette volonté

En nous attaquant à la situation des travailleurs modestes avec la mise en place dès cet été d'un bonus-malus pour responsabiliser les employeurs sur les contrats courts et lutter ainsi contre le fléau des emplois précaires. Le Gouvernement est également chargé de préparer la mise en place du revenu universel d'activité qui fusionnera le plus grand nombre possible de prestations (par exemple RSA, APL, prime d'activité...), de manière à garantir un socle pour tous, et devra être en même temps un vrai tremplin vers le retour à un emploi stable

En renforçant l'encadrement du travail détaché, avec la création d'une Autorité européenne du travail pour lutter contre la fraude et les abus sociaux

En s'attaquant aux inégalités entre les femmes et les hommes dans les entreprises, avec l'obligation pour les entreprises de plus de 50 salariés de publier leurs résultats sur l'égalité professionnelle, sous peine de pénalités financières

### En s'attaquant aux inégalités qui traversent le quotidien des français :

Par une stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté en prenant des mesures pour la petite enfance, le logement des familles, les crèches à vocation professionnelle, l'alimentation des enfants (aide à la tarification sociale des cantines, au petit déjeuner à l'école)

Avec le lancement du 100% santé pour un reste à charge zéro sur les frais dentaires, d'optique et d'audioprothèse

En assurant l'inclusion des personnes en situation de handicap : revalorisation de l'AAH (900€ au 1er novembre 2019 soit +90€ en 2 ans)

En luttant contre les discriminations et la haine qui abiment la République : l'égalité entre les femmes et les hommes a été déclarée grande cause du quinquennat (renforcement de la lutte contre les violences faites aux femmes, mise en place d'une plateforme de signalement en ligne pour faciliter le dépôt de plainte...); intensification de la lutte contre les haines (au premier rang desquelles l'antisémitisme) etc

En annulant la hausse de la CSG pour 5 millions de retraités modestes et en revalorisant le minimum vieillesse (qui atteindra 900 euros début 2020)

En agissant pour la prévention de la santé des Français : lutte contre le tabac (1,6 million de fumeurs en moins en 2 ans), obligation de vaccination des nouveau-nés, création du service sanitaire (49 000 étudiants en santé par an délivrent des messages de prévention notamment en milieu scolaire)

### En redonnant l'accès aux services essentiels pour lutter contre les inégalités entre les territoires :

En luttant contre les inégalités d'accès aux services sur le territoire : avec le lancement du plan « Ma Santé 2022 » afin de garantir l'accès à des soins de qualité partout sur le territoire ; avec le projet de loi d'orientation des mobilités qui apportera des nouvelles solutions de mobilités pour tous ; avec le lancement du plan Action cœur de ville afin de revitaliser les centres-villes de 222 communes ; avec la généralisation de la 4G sur tout le territoire et le déploiement de la fibre d'ici à 2022

Par le développement d'une approche nouvelle du « coussin main » pour les territoires : avec l'élaboration de contrats de développement territorial ad hoc entre l'État et les collectivités ; avec l'ambition de consacrer le principe de différenciation territoriale dans la réforme constitutionnelle

Par l'élaboration d'un Plan de mobilisation nationale pour les quartiers prioritaires de la ville, le recrutement de 10 000 policiers et gendarmes supplémentaires sur la durée du quinquennat et la mise en place de la police de sécurité du quotidien, afin d'assurer la sécurité de tous les Français, quel que soit leur lieu de résidence

Par l'élaboration d'un Livre Bleu des Outre-mer, qui définit les quatre axes stratégiques structurants pour le quinquennat, afin que les Outre-mer soient des « territoires à vivre » ; des « territoires accompagnés dans leur transformation » ; des « territoires pionniers » et des « territoires de rayonnement et d'influence » pour la France

### **Des mesures fiscales inédites s'ajoutent à ces mesures sociales et économiques :**

Avec l'engagement pour les ménages d'une baisse des impôts (baisse de l'impôt sur le revenu à venir, et suppression de la taxe d'habitation)

Plus de justice fiscale : avec le vote à l'Assemblée nationale de la taxe nationale sur les grandes entreprises du numérique ; ou encore en choisissant le thème de la lutte contre l'évasion fiscale lors de la Présidence française du G7 finances

### **En s'engageant pour une Europe qui protège nos concitoyens :**

Sur le plan social, la France se bat pour une harmonisation des droits sociaux au niveau européen, afin que ces droits s'alignent sur ceux des pays les mieux-disants. C'est pourquoi la France s'est engagée pour renforcer l'encadrement du travail détaché, et créer une Autorité européenne du travail qui serait chargée de lutter contre la fraude et les abus sociaux

La France est le moteur d'une Europe de la solidarité et de la complémentarité, et non d'une Europe de la concurrence. C'est grâce à cela que chaque citoyen français et européen pourra bénéficier d'une Europe prospère.

En renforçant la régulation de la mondialisation, notamment avec la révision de la directive droits d'auteur pour protéger la rémunération des créateurs

## **ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE**

### **En matière d'énergie et de climat :**

**Avec la volonté de réduire nos émissions de gaz à effet de serre par la transformation durable de notre modèle énergétique et la tenue de nos engagements climatiques :**

Plan climat (juillet 2017) : le gouvernement s'est doté immédiatement d'une feuille de route ambitieuse pour faire respecter l'Accord de Paris. Les objectifs sont renforcés : neutralité carbone en 2050 (au lieu de facteur 4), fin de la vente de véhicules exclusivement thermiques en 2040, fermeture des centrales à charbon etc

Loi Hydrocarbures (décembre 2017) : la France est le premier Etat à ne plus délivrer de permis d'exploration d'hydrocarbures. Depuis, 42 demandes de permis d'exploration, 6 demandes de prolongation et 2 demandes d'octroi de concessions ont été refusées

Fermeture de Fessenheim : les deux réacteurs de la centrale seront arrêtés en 2020

Programmation pluriannuelle de l'énergie (novembre 2018) : elle fixe une trajectoire en matière d'économie d'énergie, de développement des ENR et de rééquilibrage du mix énergétique (forte augmentation du fonds chaleur dès 2019, fermeture des 2 réacteurs de Fessenheim en 2020 et des 4 centrales à charbon d'ici 2022)

Projet de loi énergie – climat (examen en cours) : cette loi permettra d'adopter définitivement la programmation pluriannuelle de l'énergie et de confirmer la priorité donnée à la baisse de nos émissions de gaz à effet de serre (neutralité carbone combinée à une division des émissions de GES par un facteur supérieur à 4, d'ici 2050 ; rehaussement de l'objectif de diminution de consommation de fossiles, de - 30 à - 40%, d'ici 2030 ; renvoi à 2035 pour un objectif crédible de 50% d'électricité à partir de nucléaire ; création du Haut conseil pour le climat...)

### **En accompagnant les ménages dans la transition écologique et solidaire**

En accélérant la transition du parc automobile : la prime à la conversion a été rendue vraiment efficace en l'ouvrant aux véhicules d'occasion et en la doublant pour les publics modestes, et même la quadruplant (4000 €) pour les publics très modestes (250 000 foyers touchés en 2018, dont 70% non imposables) ; le bonus électrique, qui finance l'achat de véhicules électriques neufs, est de 6 000 €, niveau le plus élevé de l'UE, et s'ajoute à la prime à la conversion

Chèque énergie : déployé dans toute la France en 2018, il a augmenté en 2019 de 50 € en moyenne (pour atteindre environ 200€ en moyenne) et a été élargi à 20 % de la population (+2,2 millions de foyers, soit 5,8 millions de foyers)

### **En agissant pour préserver la santé des français et l'environnement :**

#### **Accélération de la transition agro-écologique et alimentaire :**

Bio : avec pour objectif que l'agriculture bio représente 15% de la surface agricole en 2022 (contre 5% aujourd'hui)

Cantines : avec l'objectif de 50% de produits locaux ou sous signes d'identification de la qualité et de l'origine dans la restauration collective publique à partir du 1er janvier 2022, dont 20% de produits bio

#### **Réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires :**

Glyphosate : réduction de sa durée d'approbation à 5 ans contre 15 au niveau européen et objectif à 3 ans au niveau français (seul pays européen dans cette voie)

### **En s'engageant pour préserver la biodiversité :**

Avec l'élaboration d'un Plan biodiversité (juillet 2018) qui mobilise 600 millions d'euros sur 4 ans. Il prévoit notamment la réintroduction de deux ours dans les Pyrénées, la mise en place de paiements pour services environnementaux, la réalisation de l'objectif « zéro artificialisation nette », les actions visant à atteindre « zéro plastiques en 2025 »

### **La France s'engage au niveau européen pour défendre son ambition écologique :**

Avec la volonté qu'aucun accord commercial ne soit conclu entre l'Union et des Etats qui ne respecteraient pas les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat

Avec le refus de toute négociation commerciale sur les produits agricoles avec les Etats-Unis, afin de protéger notre sécurité alimentaire et préserver la qualité de nos standards

## **RELANCER L'ENGAGEMENT DANS LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE**

**Le renouveau de la vie associative :** encourager les groupements d'employeurs et la philanthropie

**Le SNU expérimenté dans 13 départements** depuis juin 2019, pour inciter à «protéger et défendre»

# Les chiffres clés

Les résultats observés en 2018 démontrent la capacité du Gouvernement à redresser nos comptes publics, grâce à la maîtrise de la dépense publique :

La France a connu en 2018 son **plus faible déficit public depuis 2006**, avec un déficit de 2,5% du PIB

**La dette est enfin stabilisée**, après 10 ans de hausse, à 98,4% du PIB

**La dépense publique a baissé** (en volume), ce qui n'était pas arrivé depuis plus de trente ans. Le ratio de dépenses publiques dans le PIB a diminué de 55% à 54,4% du PIB

	Début du quinquennat	Aujourd'hui
Taux de chômage	9,6% (T1 2017)	8,7% (T1 2019)
Croissance	1,2% (2016)	2,2% (2017) ; 1,7% (2018) et 0,3 (T1 2019)
Déficit public	3,5% (2016)	2,5% (2018)
Dette	98,4% (2017)	Stabilisation à 98,4% (2018)
Créations d'emplois	+ 500 000 créations nettes d'emplois depuis 2 ans	
Embauches en CDI	4 053 536 embauches en CDI, un nombre record (2018)	